

LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

LA PEINE DE MORT EST ABOLIE.

Le TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE paraît tous les *Lundi, Mercredi et Vendredi*.**Prix de l'Abonnement pour trois mois, porté à domicile : 2 fr. — Un numéro vendu sur la voie publique : 5 CENTIMES.****BUREAU DE VENTE, RUE DES VIEUX-AUGUSTINS, 8.**

SOMMAIRE. — *Parquet du tribunal révolutionnaire.* Affaire du citoyen Thomas (Clément). — Les honnêtes gens du parti henricquiniste. — *Boîte de fer.* La préfecture de police et les trognons. — Un ambassadeur... risqué. — Le citoyen Turcq... nom d'un chien ! — Les artistes et le citoyen Recurt accusé de royalisme. — Une formule économique. — *Tribunal révolutionnaire.* Le procès de Louis-Philippe et de ses ministres; suite et fin de l'acte d'accusation; réquisitoire; condamnation des accusés.

Parquet du Tribunal révolutionnaire.

LE CITOYEN THOMAS (CLÉMENT).

Sur la dénonciation d'un citoyen garde national, jetée dans la BOÎTE DE FER, le parquet du Tribunal révolutionnaire s'est occupé de l'affaire du citoyen commandant supérieur de la garde nationale de Paris, le sieur Thomas (Clément).

A la requête de l'accusateur public, un grand nombre de témoins avaient été entendus, et l'instruction confirmait pleinement les révélations publiées dans notre dernier numéro, lorsqu'un extrait des séances de l'assemblée nationale a été déposé entre les mains de l'accusateur. Voici cet extrait, tel que le *Moniteur universel* l'a publié lui-même :

« Le citoyen Clément Thomas a la parole.

« Le citoyen Clément Thomas. — Citoyens représentants, vous daignâtes, le 15 mai dernier, au plus fort d'une crise déplorable, me conférer l'insigne honneur de commander la garde nationale de la Seine. Lorsqu'à la fin de cette journée, je vins, en rentrant de l'hôtel de ville, vous rendre compte de mon commandement, de mon commandement provisoire, et le remettre entre vos mains, vous voulûtes bien accueillir, par acclamation, la confirmation de ce commandement qui avait été décrétée par le pouvoir exécutif.

« Vous savez que je n'ai ni sollicité ni ambitionné cet honneur; je l'avais accepté par dévouement. Je crois aujourd'hui devoir me démettre de ces fonctions.

« J'en ai informé la commission exécutive; et, comme ces fonctions m'avaient été confiées dans une circonstance exceptionnelle et par votre concours, je considère comme un devoir de venir vous faire part de ma détermination.

« Je ne sais si la manière dont je me suis acquitté de mes devoirs m'aura valu l'approbation de tous les honnêtes gens, des partisans sincères de la liberté (Où! où!); mais j'ai du moins conscience que si je quitte, à certains égards, sans regret, le commandement qui m'avait été confié, je le quitte surtout sans reproches. (Très bien! très bien!)

« Le citoyen président. — Je crois être l'interprète des sentiments de l'assemblée, en disant que le général Clément Thomas a toujours bien mérité de la patrie. » (Où! où!)

Le parquet, prenant alors en considération l'acte de profonde humilité du citoyen Thomas (Clément), qui s'est fait lui-même justice en envoyant sa démission au pouvoir exécutif et au pouvoir législatif, a annulé l'instruction par une ordonnance de non lieu.

Cependant, l'accusateur public a fait consigner au procès-verbal, qu'au nom du peuple souverain, il proteste contre la déclaration du citoyen président de l'assemblée nationale. En effet, si le sieur Thomas (Clément), ex-commandant supérieur, a une fois ou deux fois mérité de la patrie, entre autres lorsqu'il a flétri les actes indignes du gouvernement déchu qui prodiguait l'étoile d'honneur à une foule de chevaliers... d'industrie, à de mauvais employés, à de serviles fonctionnaires, à des écrivains de la presse corrompue; si ledit sieur Thomas (Clément) à ce jour-là fait preuve de civisme et d'intelligence, il n'est point vrai

qu'il ait toujours bien mérité de la patrie; car on ne mérite pas de la patrie, sous un gouvernement républicain et démocratique, en appelant des prolétaires, des citoyens en blouse, b... de canaille, et en effrayant les six cents bourgeois juste-milieu de l'Assemblée, par cette fameuse prophétie des coups de fusil.

Le citoyen Clément (Thomas) est tenu pour averti; qu'il rachète désormais sa conduite peu civique en rentrant dans les rangs d'une compagnie quelconque de la 2^e légion comme simple bûche; qu'il monte sa garde, qu'il patrouille républicainement sur le pavé malpropre du citoyen Trouvé-Chauvel; et surtout qu'il n'arrête pas trop de démocrates... La giberne lui sera alors légère et le Tribunal révolutionnaire n'aura plus à s'occuper de lui.

Les honnêtes gens du parti henricquiniste.

Le parquet s'est occupé de l'affaire des géomètres-arpenteurs, chargés par le parti royaliste blanc d'effrayer les paysans du département du Midi, en leur annonçant le partage des terres par les Communismes, les Communautistes, les Communions et autres Croquemittaines. L'instruction commencée a révélé un autre fait de nature à prouver que les amis du ci-devant comte de Chambord, que les sacristains se plaisent à appeler Henri V, sont de franches canailles et des escamoteurs de la force de plusieurs Bosco.

En effet, dans un chef-lieu de canton d'un département naïf et méridional, un curé de campagne ayant réuni les électeurs, leur a tenu à peu près ce langage :

« Citoyens, voici listes de candidats : la première blanche, c'est la liste des légitimistes; la seconde, bleue, c'est la liste des amis du prince de Joinville; la troisième, rouge, c'est celle de la république. Choisissez en toute conscience; ne vous gênez pas, les opinions sont libres. »

La-dessus, les paysans qui ne savent pas lire, de prendre le rouge, le bleu ou le blanc, suivant leur goût.

Les trois listes portaient les mêmes noms, ceux des citoyens :

Berryer,
Lacordaire (abbé),
Barthélemy (ex-pair de France),
Laboulié,
Ponjoulat,
Etc.

Tous bons républicains, comme chacun le sait, qui sont décidés à défendre la république envers et contre tous, même contre les républicains, pourvu que l'on nomme leur petit boîteux de prétendant, président à vie de ladite république.

BOÎTE DE FER.

La préfecture de police et les trognons.

CITOYEN ACCUSATEUR PUBLIC.

« Si le sieur Trouvé-Chauvel n'était pas préfet de police, l'ami des amis du National, la coqueuche du citoyen Marrast (Armand), je le dénoncerais à votre parquet, afin que vous lui adressassiez une bonne mercuriale sous forme d'avertissement civique.

« On m'avait affirmé que ledit sieur Trouvé-Chauvel avait fait ses classes, et jouissait d'une instruction qui faisait le plus bel ornement de son esprit; mais tout me porte à croire aujourd'hui que notre préfet de police n'a pas même fréquenté, dans ses jeunes années, les bancs des frères ignorants.

« S'il en était autrement, il aurait lu ce livre classique qu'on appelle la *Civilité puérile et honnête*, il aurait appris dans ce chef-d'œuvre de l'esprit humain, que la propriété est le premier devoir d'un citoyen... et à plus forte raison d'un citoyen chargé de veiller sur une grande ville.

« Or, en ce moment, si nous jugeons des habitudes privées du citoyen Trouvé-Chauvel par ses fonctions publiques, nous le déclarons, à la face du peuple souverain, le plus... malpropre citoyen de toutes les républiques passées, présentes et futures, y compris la république des rats.

« Sous l'infâme royauté, nous avions un préfet de police qui faisait régulièrement balayer, nettoyer, frotter et cirer les dalles, cailloux, bitume, asphalte de nos trottoirs, chaussées, boulevards, rues, impasses, promenades, passages, cités, cours, avenues, esplanades, grands chemins, halles et marchés.

« Depuis quelques semaines, toutes ces voies de grande et petite circulation ressemblent plutôt à autant de clapiers de lapins qu'à des lieux fréquentés par l'espèce humaine. Les trognons de choux, les tas de paille, les fruits confits au soleil, les débris, résidus de toute espèce, de toute grandeur et de toute consistance, y pullulent sous les pas des piétons. Nous savons de source certaine qu'un grand nombre de boutiquiers aux abois se proposent de se livrer désormais, sur le pas de leurs boutiques, à l'éducation des lapins, et de se faire ainsi trois mille francs de rente, à la barbe du citoyen préfet de police. Ce sera un moyen comme un autre, après tout, de faire disparaître les feuilles de choux de nos rues et de nos places.

« Citoyen accusateur public, je n'ai pas l'habitude de jeter la pierre à personne; je respecte trop, pour agir ainsi, la fraternelle devise de la république... mais pour ce qui concerne les trognons, c'est autre chose.

« A bon entendeur, salut !

« X..., épicière véridique. »

La liberté de la presse menacée.

En serions-nous déjà aux coups d'état contre la presse?

Le citoyen Bethmont, ministre de la justice, a annoncé à l'assemblée que le gouvernement comprenait la nécessité de mettre des entraves fiscales à la liberté d'imprimer ses opinions.

Ceci est un peu trop fort. Les révolutions jouent de malheur avec leurs enfants; ces malheureuses créatures mettent toujours au monde des fils ingrats qui mordent le sein de leur mère.

Que serait, s'il vous plaît, aujourd'hui le citoyen Bethmont, si la presse qu'il veut remuser n'avait pas soutenu, défendu, prôné et exalté pendant longues années ses vertus civiques, ne l'avait pas recommandé aux électeurs du pays légal pour l'envoyer siéger dans l'ex-chambre des députés; enfin, si nos luttes acharnées contre la monarchie n'avaient point ruiné et sapé la base du gouvernement déchu, au point que trois heures d'efforts ont suffi au peuple, en février, pour jeter bas l'édifice vermoûlu?

Citoyen Bethmont, relativement au milieu dans lequel vous vivez, et aux nouvelles conditions de la société française, vous seriez aussi coupable que Polignac, si vous essayiez de rétablir l'oppression de la presse par des lois fiscales. Or, vous savez comment finissent les Polignac!

Un ambassadeur.

Le citoyen de Boissy vient de publier une lettre dans laquelle il déclare, en termes peu couverts, qu'un des hommes d'Etat chargés de représenter la France auprès des gouvernements étrangers, avant de soutenir la république, soutenait... toute autre chose.

Nous demandons que le gouvernement s'explique sur cette nomination et ne donne plus à la république, pour souteneurs, des protecteurs de femmes... émancipées.

Lors de la première révolution, la faction dite des Athées et des Corrompus, en même temps qu'elle élevait des autels à la déesse de la Raison, avait institué et glorifié la

position sociale des filles-mères. Mais l'austère démocrate Robespierre, indigné de ces hontes et de ces immoralités, envoya leurs auteurs devant le tribunal révolutionnaire; purgeant ainsi la république de ceux qui la déshonoraient et qui recevaient leur salaire de Pitt et de Cobourg.

Il faut qu'on le sache bien : la république est pure et sainte, et ils sont trois fois coupables ceux qui, par trahison, ignorance ou complaisance, lui donnent des fonctionnaires indignes de la servir.

LE CITOYEN TURCO.

Il y a à l'assemblée nationale un représentant fort, très-fort, aussi fort qu'un Turc. Je le dénonce à l'accusateur public; il s'appelle Turco, nom d'un chien! Il faut l'entendre aboyer contre les ateliers nationaux, avec son organe de Cérbère! Les ateliers nationaux n'ont qu'à bien se tenir, s'ils ne veulent pas aller ramer quelque part sur les galères... de la république; le tout pour le plus grand repos de trois ou quatre cents rentiers qui font leurs quatre repas, dorment sur l'édredon, et trouvent scandaleux que le gouvernement donne vingt sous par jour à des pères de famille qui couchent sur le grabat et ne mangent que du pain... quand ils en ont.

Les artistes et le citoyen Recurt.

Nous avons trouvé dans la boîte de fer une note signée par plusieurs artistes qui nous dénoncent un acte entaché de royalisme, commis par le citoyen Recurt.

Voici le fait :

Sous le régime de Louis-Philippe, le sieur Tanneguy-Duchâtel régnant, existait un abus criant, contre lequel les vrais artistes ne cessaient de protester.

Le ministère de l'intérieur et la liste civile étaient chargés de tous les achats de tableaux, sculptures, gravures, etc., destinés à encourager les artistes et à empêcher que nos chefs-d'œuvre modernes ne passassent à l'étranger.

Or, il était arrivé de cela comme de tout le reste : les faveurs royales et ministérielles ne s'attachaient qu'à quelques privilégiés, et les seuls amis de MM. de Cavé et de Cailleux avaient leur part du gâteau.

C'étaient le monopole et l'abus appliqués aux beaux-arts! Aussi, Dieu sait quelles croûtes obtenaient la faveur des achats ministériel et royaux. Nos musées de province ne les ont pas encore digérées!

Les artistes ont cru un instant que la révolution de février mettrait un terme à ces abus. Ils se sont en conséquence réunis, pour demander au citoyen ministre de l'intérieur qu'un jury, nommé par eux à l'élection, fût chargé désormais de désigner à la direction des beaux-arts les tableaux, sculptures, etc., dignes d'être achetés par l'Etat, ou de va ôir à leurs auteurs un encouragement sous forme de médaille.

C'était juste, et partant démocratique.

Mais le citoyen Recurt vient de décider qu'il n'y aura pas de jury, ou plutôt que si ce jury est nommé, il n'admettra ses travaux qu'à titre de simples renseignements. Lui seul demeure juge du mérite des œuvres, de la désignation des objets d'art à acheter et des artistes à récompenser.

Il faut que les ministres de Louis-Philippe aient laissé diantrement de miasmes de leur corruption dans tous les hôtels habités par eux, car nos ministres républicains commencent à ressentir les atteintes de cette peste monarchique, qu'on appelait le monopole!

UNE FORMULE ÉCONOMIQUE.

Pourquoi, dans certains ministères, se sert-on, pour terminer les lettres, de la formule républicaine : salut et fraternité, tandis que dans d'autres on emploie toujours les obséquieux et interminables protocoles de la monarchie?

L'administration française, la plus paperassière de toutes les administrations du monde, écrit plus de cinq millions de lettres. Prenons au hasard un exemple de ces protocoles : Je vous prie, monsieur le ministre, d'agréer l'hommage de mon respectueux dévouement.

Nous comptons 25 syllabes, 18 de plus que salut et fraternité, qui en comptent 7.

La page est de 25 lignes de 15 à 18 syllabes, multipliées par cinq millions, donnent 90 millions de syllabes qui, divisés par 15, donnent six millions de lignes qui, divisées par 25, donnent 240,000 pages.

Or, dans notre détestable organisation administrative, un employé ne fait pas en moyenne plus de huit pages par jour, soit 2,400 par année de 300 jours.

Divisez 240,000 par 2,400 vous obtenez 100 : c'est donc une économie de cent employés, à vous servir, en république, de la cordiale et précise formule républicaine : Salut et fraternité.

À la vérité, sommes-nous bien en république?

UN EMPLOYÉ.

Un grand nombre de patriotes ayant dénoncés à l'accusateur public le rôle que Charles-Louis-Napoléon Bonaparte aurait joué dans certaines manifestations peu républicaines, on annonce que le tribunal révolutionnaire l'a cité à sa barre, et que le procès de l'ex-prince sera jugé le 24 juin courant.

À notre prochain numéro, nous donnerons le compte-rendu de cet intéressant procès. Nous devons ajouter que beaucoup de citoyens voient cette affaire à regret, et font des vœux pour l'acquiescement de Louis-Napoléon.

Tribunal révolutionnaire.

(Séance du 21 juin 1848.)

PROCÈS DE LOUIS-PHILIPPE ET DE SES MINISTRES.

Accusation de complot contre la sûreté de l'Etat, de complicité avec l'étranger; d'attentat aux grands principes de la souveraineté du peuple; de violation de la Charte et des lois organiques; d'attentats aux mœurs publiques; de détournement des revenus publics; de vols commis de nuit et à main armée dans les forêts de l'Etat; de provocation à la guerre civile.

Suite et fin de l'acte d'accusation (1).

Le peuple français avait pourtant résolu d'en finir avec ce régime véreux qui faisait sa honte et son désespoir. Pour cela, les bons patriotes avaient imaginé d'user d'un droit sacré, d'un droit imprescriptible antérieur à toutes les constitutions, et consacré par diverses lois : le droit de se réunir.

Dans des banquets qui surgirent tout à coup sur tous les points de la France, des députés, des magistrats, des chefs de la garde nationale se réunirent, et là, par des discours énergiques, ils protestèrent contre le règne de l'arbitraire et de la corruption officielle. Comme remède aux maux terribles qui menaçaient de perdre complètement le pays, ils demandèrent énergiquement une réforme électorale; pensant avec raison que lorsque la chambre des députés serait purifiée de toutes les immoralités qu'elle renfermait, de tous les plats valets de Guizot et de Duchâtel, elle suffirait pour rendre à la France démocratique la plénitude de sa souveraineté et de ses droits.

Malheureusement ce magnifique réveil du pays fut le signal d'un redoublement d'arbitraire et de corruption de la part de la monarchie; et tout à coup les tyrans déclarèrent qu'ils défendaient aux citoyens de se réunir désormais. En même temps que cette dernière atteinte était portée à la liberté, Louis-Philippe, dans un audacieux langage, traitait en plein parlement d'aveugles et d'ennemis, les cent députés de l'opposition qui en avaient appelé au pays, dans les banquets, d'une politique contre-révolutionnaire.

Alors, il fut évident pour tous que c'en était fait de nos droits, si la lutte ne se terminait pas par un triomphe définitif du peuple. La chambre des députés n'offrit plus qu'une arène tumultueuse, au milieu de laquelle les ministres l'emportaient encore à force de cynisme et d'imprudence, grâce à une conspiration permanente d'indignes représentants qui soutenaient Louis-Philippe et poussaient le fer dans la gorge du pays.

Cependant, Paris, cette tête intelligente et forte de la France, voulait dire son dernier mot, essayer d'un dernier moyen. Malgré les déclarations et les précautions liberticides du sieur Duchâtel, Paris va consacrer par une manifestation imposante le droit de réunion. Un banquet réformiste est annoncé, et Louis-Philippe sent le trône s'ébranler sous ses pieds. Le jour de la manifestation approchait. Deux cent mille citoyens se préparaient à accompagner les auteurs de cette protestation éclatante; le programme était publié... Lorsque l'un des dignes agents de la contre-révolution, le préfet Delessert, commentant et développant un discours du ministre de l'intérieur contre les banques, placarde une affiche qui rappelle les coupables ordonnances de Polignac! Des troupes sont concentrées sur Paris. Sur un ordre signé par un des fils de Louis-Philippe, des canons, des munitions de guerre, des pétards, des torches, sortent de Vincennes, et le 21 février au soir la population consternée voit une longue file de fourgons traverser les boulevards. Le banquet devait avoir lieu le lendemain 22. C'était une bataille, sans doute; mais lorsque les tyrans lèvent le bras, l'insurrection est le plus saint des devoirs pour les peuples libres.

Tout se préparait donc pour la bataille; mais Paris apprend que les députés de l'opposition, ces hommes qui avaient eu le courage de se mettre à la tête des patriotes, reculent au dernier moment, et ont résolu de se courber lâchement sous les coups de Guizot et de Duchâtel. Une grande agitation court dans toute la capitale; le peuple indigné, abandonné par les hommes, se réfugia dans les principes... Le lendemain, il se portait en masse sur le lieu du banquet contremandé... Il y trouvait des soldats.

Cent mille baïonnettes sont dans Paris. Des régiments entiers occupent les boulevards, les avenues de la chambre; ils campent dans le sein de la capitale du monde civilisé comme sur un champ de bataille, et l'on sait que des ordres sinistres ont été donnés à cette armée, qui trompera bientôt les espérances de nos tyrans.

Sur plusieurs points de la ville, des collisions partielles ont lieu; les gardes-du-corps de Louis-Philippe, les municipaux, dont on a troublé la raison par des libations abondantes, chargent le peuple. Plusieurs citoyens sont tués; des barricades s'élèvent, et la journée se termine avec un orage menaçant.

Un instant, l'opposition de gauche a senti se réveiller son courage. Dans la journée, elle a déposé à la chambre un acte d'accusation contre le ministère; mais c'est son dernier effort, et sous la pression du peuple souverain, elle va bientôt s'engloutir avec la monarchie elle-même.

La nuit se passe tranquillement; mais au château, Louis-Philippe veille, et il trame avec ses ministres un complot odieux. Il comprend qu'il faut plier momentanément, afin de sauver son trône, et il obtient de Guizot qu'il se retirera pour quelques jours, qu'on nommera un cabinet intérimaire, et que, l'agitation passée, on restaurera, avec l'aide des baïonnettes et sur le découragement du peuple, le ministère de sept ans.

(1) Voir notre numéro du 21 juin.

En effet, le lendemain, Guizot annonce à la chambre qu'il va se retirer, qu'il renonce, pour l'amour de son pays, à son portefeuille, et que Sa Majesté a fait appeler auprès d'elle le sieur Molé, afin de constituer une autre administration. Mais il ajoute :

« En ce moment, l'ordre est troublé; les ennemis du trône constitutionnel lèvent la tête; tant que je serai ministre, je saurai faire maintenir l'ordre! »

Nous allons bientôt avoir, citoyens jurés, la sanglante signification de ces paroles.

Le bruit de la démission de Guizot se répand dans la capitale. Le peuple, trompé par cette apparente satisfaction, et ne pouvant supposer qu'on se joue de lui, pousse des cris de joie. Les barricades élevées le matin tombent d'elle-même; les postes enlevés sont rendus à la garde nationale qui a pris les armes spontanément, aux cris de : « Vive la réforme! à bas Guizot! » Paris est dans l'ivresse... La nuit arrive, et toutes les maisons s'illuminent en signe d'allégresse!

C'est alors que, sous les fenêtres de Guizot, sous son inspiration, se passe un drame épouvantable. « L'ordre sera maintenu », avait-il dit. Il voulait parler de cet ordre que les Russes firent régner à Varsovie, lorsqu'ils foulèrent aux pieds le cadavre de la Pologne. C'est là l'ordre comme l'entendent les aristocrates! Une idée infernale surgit dans l'esprit des démons de la royauté. Paris est encombré de troupes; des dragons sont arrivés la nuit dernière, cent mille hommes sont là; le souvenir des journées de juin, d'avril et de mai leur vient à la mémoire. « Si le peuple se bat, il sera vaincu; provoquons le peuple à une bataille », et la France nous appartiendra comme un pays conquis!

A neuf heures trois quarts, cette pensée barbare s'exécute; on fusille le peuple à bout portant, le peuple innocent, le peuple qui a cru un instant à la loyauté d'un roi et de ses ministres, et que ceux-ci font massacrer pour asseoir sur des cadavres le règne du despotisme. Nous le répétons, citoyens jurés : cinquante-deux cadavres rougisent de leur sang les dalles du boulevard; des centaines de blessés sont emportés; Paris révolutionnaire rugit comme un lion... Vous savez le reste... la comédie qui suivit ce drame au château des Tuileries; ces ministres que l'on offre successivement au peuple, pour le tromper encore; cette régence qu'on veut lui imposer, et qu'il repousse à coups de fasil; ces trois heures d'héroïque combat; la fuite honteuse de Louis-Philippe d'Orléans et de ses neuf ministres, aussi lâches après la défaite qu'ils étaient insolents avant la bataille.

Citoyens jurés, je m'arrête. Votre conscience est éclairée depuis longtemps; j'ai voulu seulement mettre sous vos yeux l'ensemble du complot de sept années d'un ministère qui, voyant ses portefeuilles lui échapper, son ambition trompée, de complicité avec un roi furieux, a essayé de renouveler les folles tentatives des Bourbons de la branche aînée, et, comme eux, a péri dans sa lutte impie.

Citoyens jurés, de tout ce qui précède il est ressorti pour l'accusateur public près le tribunal révolutionnaire que : Louis-Philippe d'Orléans, ci-devant roi des Français; Guizot (François), ex-ministre des affaires étrangères; Tanneguy-Duchâtel (ci-devant comte), ex-ministre de l'intérieur;

Hébert, ex-ministre de la justice et des cultes;

Dumon (Sylvain), ex-ministre des finances;

Trézel, ex-ministre de la guerre;

Montebello (ci-devant comte de), ex-ministre de la marine;

Salcandy (Narcisse), ex-ministre de l'instruction publique.

Jayr, ex-ministre des travaux publics;

Cunin-Gridaine, ex-ministre du commerce et de l'agriculture.

Se sont rendus coupables :

1° De complot contre la sûreté de l'Etat, de complicité avec l'étranger;

2° D'attentat aux principes de la souveraineté du peuple;

3° De violation de la charte et des lois organiques;

4° D'attentat aux mœurs publiques;

5° De détournement des revenus publics;

6° De vols commis dans les forêts de l'Etat;

7° De provocation à la guerre civile.

Après la lecture de cet acte d'accusation, écoutée par le public et le tribunal dans un profond silence, les citoyens jurés se retirent dans la chambre des délibérations, pour répondre aux questions qui leur ont été posées par le président, d'après l'acte d'accusation.

Après une demi-heure de délibération, ils rentrent en séance, et le chef du jury se découvrant, prononce ce verdict :

« Devant Dieu et en présence du peuple souverain, oui, les accusés sont coupables sur tous les chefs d'accusation posés contre eux. »

Il ajoute cependant que des circonstances atténuantes ont été admises en faveur des sieurs Trézel, Montebello, Salvandy, Cunin-Gridaine et Jayr.

Le tribunal, faisant alors l'application de la peine, condamne les sieurs :

Louis-Philippe d'Orléans, Guizot, Tanneguy-Duchâtel, Sylvain Dumon, Hébert, à la perte définitive du titre de citoyens français;

Et les sieurs Trézel, Montebello, Salvandy, Cunin-Gridaine et Jayr, en faveur de qui ont été admises des circonstances atténuantes, à la perte du même titre pour cinq années seulement.

Le public se retire paisiblement, après ce grand acte de justice populaire.

Le Rédacteur-gérant, OLLIVIER.

Paris. — Imprimerie de BOULÉ, rue Coq-Héron, 3.